

divers, également profité de la longue période d'essor de ce capitalisme, depuis le « boom de la guerre de Corée », et qu'ils aient traversé dans des proportions diverses un processus d'industrialisation — qui n'a vraiment abouti à un changement profond de la structure économique qu'en Espagne — ils renferment tous trois des contradictions explosives de nature différente de celles des autres pays capitalistes d'Europe. Au Portugal, ces contradictions sont restées souterraines pendant toute la dernière décennie ; le poids des guerres coloniales les amènera lentement à la surface. En Grèce, le mouvement des masses, en montée pendant plusieurs années, avait fait explosion violente dans la rue lors du renvoi du gouvernement Papandréou par le roi en 1965. Une situation prérévolutionnaire s'y était créée, que les directions bourgeoises-libérales et khrouchtcheviennes du mouvement des masses ont réussi à étouffer. L'instabilité fondamentale qui en est résulté a amené une aile de la bourgeoisie à instaurer une dictature militaire. L'établissement de cette dictature, sans réactions violentes des masses, constitue, elle aussi, une défaite pour la classe ouvrière européenne. Mais il s'agit d'une défaite partielle et temporaire, et non d'une défaite décisive comme le fut le triomphe des nazis en 1933 ou la défaite de la révolution espagnole de 1936-39. L'organisation lente et tenace d'un mouvement de résistance s'orientant d'abord vers la résistance armée, ensuite vers une solution non seulement anti-monarchiste mais résolument anti-capitaliste, créera de toute manière une menace permanente pour le règne du Capital dans le sud-est de l'Europe.

Cependant c'est en Espagne que le mûrissement de conditions prérévolutionnaires est le plus avancé dans l'Europe méridionale. La lente décomposition du régime franquiste, qui dure maintenant depuis près d'une décennie, n'a pu déboucher sur des solutions « constitutionnelles » ou « européennes », non pas avant tout à cause de la résistance des restes de l'ancien appareil phalangiste mais du caractère par trop explosif des contradictions sociales, qui fait que même des élections municipales, la liberté de presse et la liberté syndicale représentent aux yeux du capitalisme espagnol des menaces trop grandes pour la survie du système. On n'a donc pas assisté à la « libéralisation » graduelle et à la « légalisation » progressive de « l'opposition », espérée non seulement par la bourgeoisie libérale, la petite bourgeoisie, les démocrates-chrétiens, les sociaux-démocrates mais encore par le P.C. On a au contraire assisté à un renforcement progressif du mouvement ouvrier et du mouvement étudiantin auquel le régime a répondu par une répression de plus en plus dure. C'est en vain que démocrates-chrétiens, réformistes et P.C. ont tenté de désamorcer le caractère explosif de l'opposition de masse en voulant la canaliser vers des voies exclusivement syndicales et semi-légales. A la répression plus dure du gouvernement, les masses ont opposé la seule riposte efficace, à savoir l'élargissement de l'action et la radicalisation de ses formes. De cette manière, en Espagne aussi, la nouvelle avant-garde jeune qui s'est aguerrie dans les Universités a pu jouer et jouera encore un rôle important pour cristalliser, au sein des « comisiones obreras », un courant résolument favorable à une action débordant le cadre purement syndical et s'orientant vers une action révolutionnaire pour le renversement du franquisme et du capitalisme.

L'interaction entre l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune et la libération progressive du mouvement ouvrier de l'emprise paralysante des vieux appareils réformistes et khrouchtcheviens se manifeste également au Japon et aux Etats-Unis. Elle commence à agir dans le même sens au Canada et en Australie.

Au Japon le mouvement ouvrier, confronté avec une croissance exceptionnellement rapide du capitalisme dont la fin ne